

(PR)



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

ht

CB → PL → PA
L

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par M. NOEL

☎ 03.87.34.88.97 - GN

FAX 03 87 34 85 15

A R R E T E

N° 2005 - AG/2 - 394

en date du 4 octobre 2005

modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-207 du 15 juin 2000 autorisant l'Hôpital Bon-Secours à METZ à exploiter un service de médecine nucléaire et régularisant la situation administrative de ses autres activités.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement, notamment le titre 1^{er} de son livre V ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions susvisées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-207 du 15 juin 2000 modifié et complété autorisant l'Hôpital BON-SECOURS à METZ à exploiter un service de médecine nucléaire et régularisant la situation administrative de ses autres activités ;

Vu la lettre de l'établissement du 25 février 2005 informant des évolutions apportées à ses installations classées ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 19 juillet 2005 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 30 août 2005 ;

Considérant que les éléments d'appréciation fournis par l'exploitant font apparaître que certaines évolutions n'ont pas d'impact notable sur l'environnement et ne nécessitent pas une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter ;

Considérant qu'il convient toutefois d'imposer à l'établissement des prescriptions additionnelles en application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

.../...

A R R E T E

Article 1er :

Le présent arrêté modifie et complète l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-207 du 15 juin 2000.

Article 2

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par le tableau suivant.

NUMERO DE RUBRIQUE		DESIGNATION DE L'ACTIVITE	REGIME
1 700		Utilisation et stockage de substances radio-actives sous forme de sources non scellées ou sous forme de sources scellées non conformes aux normes NFM 61002 et NFM 61003.	
	1 710	- Utilisation	
	1 710/2/a	Radionucléides du groupe 2 : 7 400 MBq	Autorisation
	1 710/3/a	Radionucléides du groupe 3 : 120 750 MBq	Autorisation
	1 710/4/a	Radionucléides du groupe 4 : 118 480 MBq	Autorisation
	1 710/1/a	Activité équivalente : 13 999,8 MBq	Autorisation
	1 711	- Dépôt	
	1 711/2/b	Radionucléides du groupe 2 : 18 500 MBq	Déclaration
	1 711/3/a	Radionucléides du groupe 3 : 120 760,7 MBq	Autorisation
	1 711/4/b	Radionucléides du groupe 4 : 118 480 MBq	Déclaration
	1 711/1/a	Activité équivalente : 15 110,8 MBq	Autorisation
	1 710/1/a	- Activité totale : 15 510,88 MBq	Autorisation
2 920/2/a		Installations de réfrigération et de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, d'une puissance totale de 1 178 kw.	Autorisation
2 950/2/a		Traitement et développement de surfaces photosensibles à base argentique, la surface annuelle traitée étant de 34 960 m ² .	Déclaration
1 120/3		Stockage et emploi d'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 12,5 tonnes.	Déclaration

NUMERO DE RUBRIQUE	DESIGNATION DE L'ACTIVITE	REGIME
2 910	Installations de combustion consommant du fioul domestique, la puissance thermique maximale étant de 6,780 MW : - 1 chaudière de 2,76 MW ; - 2 chaudières d'une puissance unitaire de 0,96 MW ; - 3 groupes électrogènes d'une puissance totale de 2,10 MW.	Déclaration
2 925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant de 195,5 kw.	Déclaration

Article 3

L'article II.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par l'article II.3 suivant.

Article II.3 Dispositions applicables au service de médecine nucléaire

L'air vicié des enceintes de manipulation est évacué par des extracteurs muni d'un filtre à charbon actif. La cheminée commune des extractions des enceintes de manipulation est équipée d'un filtre à poussières.

L'air vicié des zones « chaudes » du service de médecine nucléaire est évacué au travers d'une cheminée munie d'un système d'extraction.

Les concentrations en Tc99m et F18 à la sortie des extracteurs ne doivent pas induire une dose annuelle supérieure à 1 mSv/an pour une personne située à proximité des émissaires de rejet.

L'industriel fera procéder deux fois par an à une mesure de ces concentrations aux rejets dont le résultat sera adressé à l'Inspecteur des Installations Classées dans les deux mois suivant la mesure. Les effets des rejets sur la santé seront calculés à chaque mesure et communiqués à l'Inspection en annexe du rapport établi par l'organisme de contrôle.

Les filtres à charbon actif seront remplacés régulièrement et l'industriel devra pouvoir justifier du respect de cette prescription. Les filtres visés seront éliminés selon les prescriptions fixées au titre V (déchets) du présent arrêté.

Article 4

L'article III.10.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par l'article III.10.1 suivant.

Article III.10.1 Les développeuses radiologiques

Le développement radiologique est effectué au moyen de reprographes à sec sauf pour les unités de mammographie et de radiothérapie. Celles-ci respectent les dispositions des articles suivants.

Article 5

L'article III.10.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par l'article III.10.1.2 suivant.

Article III.10.1.2 **Consommation d'eau**

La consommation d'eau par développeuse est relevée journallement.

La consommation des eaux de lavage est limitée à 15 l/m² de surface traitée ; pour le calcul de la surface traitée, la totalité des surfaces photosensibles, y compris celles des reprographes à sec, est prise en compte.

Article 6

L'article III.10.1.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par l'article III.10.1.3 suivant.

Article III.10.1.3 **Valeurs de rejet**

La quantité d'argent rejetée dans le réseau « eaux usées » ne doit pas dépasser 15 mg/m² de surface traitée ; pour le calcul de la surface traitée, la totalité des surfaces photosensibles, y compris celles des reprographes à sec, est prise en compte. La concentration en argent ne doit, par ailleurs, pas dépasser 10 mg/l.

Les effluents rejetés par les développeuses radiologiques respectent les valeurs limites suivantes :

- DCO < 400 kg/an ;
- DBO5 < 150 kg/an ;
- MES < 0,5 kg/an ;
- Ag < 0,5 kg/an ;
- 5,5 < pH < 8,5 .

Article 7

L'article III.10.2.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par l'article III.10.2.2 suivant.

Article III.10.2.2 **Conditions de rejets**

Le rejet depuis les cuves de décroissance dans le réseau eaux usées de l'établissement s'effectue par bâchée.

Le rejet ne peut être effectué que si l'activité de l'effluent est inférieure ou égale à 7 Bq/l ; en outre, le temps de décroissance est au moins égal à dix fois la période du radioélément.

Le contrôle de l'activité est effectué par le service interne compétent en radioprotection.

Les seuls produits radioactifs autorisés à être rejetés sont le technétium 99m, le tallium 201, le gallium 67, l'indium 111 et le fluor 18.

L'exploitant dispose d'un registre sur lequel sont notés pour chaque bâchée :

1. la date de mise en décroissance de la cuve ;
2. le résultat de la mesure de l'activité relevée lors de la mise en décroissance de la cuve et la durée de décroissance associée ;
3. le résultat du contrôle de l'activité avant vidange ;
4. la date de rejet ;
5. le volume rejeté.

Le registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 8

L'article III.10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par l'article III.10.2.3 suivant.

Article III.10.2.3 Contrôles

A chaque mise en décroissance, l'industriel fait réaliser une mesure représentative de l'activité du contenu de la cuve par un organisme tiers compétent ; à partir de cette mesure, l'organisme détermine la durée de décroissance qui sera notée sur le registre visé à l'article III.10.2.2. Sont analysés les radionucléides suivants : technétium 99m, tallium 201, gallium 67, indium 111 et fluor 18.

Un bilan commenté des rejets est adressé à l'Inspecteur des Installations Classées avant la fin du 1er trimestre qui suit l'année de référence.

Article 9

Le tableau de l'article VII.5.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 est remplacé par le tableau suivant.

	Quantité stockée (en MBq)	Quantité mise en oeuvre (en MBq/j)
I ₁₃₁	18 500	7 400
Mo ₉₉	111 000	111 000
Ga ₆₇	370	370
In ₁₁₁	370	370
P ₃₂	740	740
Ym ₉₀	740	740
Sr ₈₉	370	370
Sm ₁₅₃	3 700	3 700
Tc _{99m}	111 000	111 000
Fl ₁₈	6 000	6 000
Ta ₂₀₁	1 480	1 480

Article 10 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 11 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de METZ et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 12 :

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 13 : Exécution de l'arrêté

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
- Le Maire de METZ,
- Les inspecteurs des installations classées,
- et tous les agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 4 octobre 2005

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Signé Bernard GONZALEZ